
LA FORMATION

Projet de loi Avenir professionnel. La Région chargée de nouvelles missions en matière d'orientation professionnelle

Bref rappel sur l'extension des missions portées par la Région en matière d'orientation professionnelle dans le cadre du projet de loi "Avenir professionnel".

(à lire dans : *Inffo formation (l')*, n° 946, 15/06/2018, p. 17)

Accompagnement des stagiaires. Les atouts de la classe virtuelle

Fiche de synthèse sur les avantages de la classe virtuelle, en ligne et en direct avec le formateur.

(à lire dans : *Inffo formation (l')*, n° 946, 15/06/2018, P. 16)

Quelle réforme pour la certification professionnelle ?

Fiche récapitulative sur l'évolution des répertoires nationaux de certification, les procédures d'enregistrement et la commission de certification de France compétences.

(à lire dans : *Inffo formation (l')*, n° 946, 15/06/2018, p. 15)

Projet de loi relatif à la liberté de choisir son avenir professionnel : les trois amendements qui changent la donne

"L'examen au Parlement du projet de loi relatif à la liberté de choisir son avenir professionnel a débuté le 11 juin. Sur les 297 amendements retenus par les commissions des affaires sociales de l'Assemblée, trois apportent des modifications substantielles à l'architecture financière, au dispositif du CPF de transition -Compte personnel de formation, et au calendrier des futurs opérateurs de compétences". Détails

(à lire dans : *Inffo formation (l')*, n° 946, 15/06/2018, p. 2-3)

Handicap : le secteur du travail protégé et adapté mise sur la formation

La ministre du Travail l'a annoncé, le projet de loi "Liberté de choisir son avenir professionnel" (en examen à l'assemblée nationale du 11 au 15 juin 2018) s'enrichira de dispositions en faveur de l'emploi des personnes en situation de handicap- aux termes d'une concertation commune avec la secrétaire d'État aux Personnes handicapées, Sophie Cluzel, et avec les partenaires sociaux. En France, 500 000 personnes en situation de handicap sont privées d'emploi. Les établissements et services d'aide par le travail (Ésat) et les entreprises adaptées (EA) ont vu s'accroître leur mission de professionnalisation. Pour y parvenir, ils doivent développer leurs pratiques de formation en prenant en compte les difficultés des publics accueillis.

(à lire dans : *Inffo formation (l')*, n° 945, 01/06/2018, p. 9-14)

Animation créative : qu'est-ce qu'un "workshop" ?

Les techniques d'animation d'un workshop - dont la finalité consiste à approfondir un sujet, à faire émerger des idées grâce à la participation active d'un petit groupe de stagiaires - et celles d'une formation ne sont pas tout à fait les mêmes.

(à lire dans : *Inffo formation (l')*, n° 945, 01/06/2018, p. 16)

Autoformation et société de l'accélération [dossier]

Au sommaire de ce dossier :

- Festina lente. Accélération et attention en tensions.
- L'autoformation au risque de l'accélération.
- Comment apprendre aujourd'hui ?
- De l'autodidaxie au big data : continuités et ruptures.
- Les capacités à (se) développer dans un monde digital.
- Société numérique de l'accélération et autoformation.
- De l'accélération à la résonance.
- L'accélération : opportunité ou inopportunité ? Pour quels apprentissages ?
- Les décélérations forcées comme sources d'autoformation.
- Le retour sur l'expérience comme autoformation : un contrepoint à l'accélération ?
- Peut-on accélérer les dispositifs de reconnaissance et de validation des acquis de l'expérience ?
- Préserver l'attention dans l'apprentissage.
- Communautés de pratiques en ligne : e-learning informel et autoformation non intentionnelle.
- Le temps des autres pour se former soi-même.
- Rituel et identité dans une société d'accélération du temps.
- L'autoformation tout au long de la vie : même après la retraite !
- Réciprocité et permanence. Détours pour une autoformation solidaire.
- L'autoformation comme attention à l'existence et l'œuvre de Bernard Honoré.
- Que transmettre dans la société de l'accélération ?
- Résumés / Abstracts.

(à lire dans : *Education permanente*, n° 215, 06/2018, p. 5-201)

L'ACTUALITE DE VOS SECTEURS

ADMINISTRATION – FONCTION PUBLIQUE (Statut, organisation)

Articles

Le gouvernement veut accélérer sur la mobilité au sein de la fonction publique

A l'occasion du projet de loi "Avenir professionnel", pourtant principalement destiné au secteur privé, le gouvernement souhaite faire adopter des mesures favorisant la mobilité des fonctionnaires, sans attendre l'issue de la concertation, début 2019.

(à lire dans : *Monde (le)*, 16/06/2018, p. 11)

Les conservateurs territoriaux des bibliothèques

En dix questions, cet article présente le cadre d'emploi des conservateurs territoriaux des bibliothèques : missions, fonctions, concours, déroulement de carrière et rémunération.

(à lire dans : *Gazette des communes, des départements, des régions (la)*, n° 2419, 11/06/2018, p. 70-71)

Le fondement juridique d'un abandon de poste en cas de refus d'un contrôle médical

L'agent dont un certificat médical atteste qu'il ne peut pas travailler, bénéficie de droit d'un congé de maladie lui garantissant tout ou partie de sa rémunération. En contrepartie, il doit notamment se soumettre à une contre-visite en cas de contestation de l'arrêt, sous peine d'interruption du traitement, voire de l'engagement de la procédure pour abandon de poste, reconnue par la jurisprudence (CAA Douai, 23 nov. 2017, n° 15DA02032 ; CE, 11 déc. 2015, n° 375736).

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechExpJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000036117272&fastReqId=198318120&fastPos=6>

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?idTexte=CETATEXT000031603902>

(à lire dans : *Lettre de l'employeur territorial (la)*, n° 1587, 12/06/2018, p. 6-7)

Les fonctionnaires face à la liberté d'expression

Si les agents publics disposent de la liberté d'opinion, ils sont tenus à une obligation de discrétion pour les faits, informations et documents dont ils ont connaissance. Sauf texte, seul employeur peut les délier. La Cour européenne des droits de l'Homme admet que la notion de "restrictions prévues par la loi" selon la convention puisse varier avec e texte, le domaine couvert et la qualité des destinataires (CEDH, 9 janv. 2018, n° 13003/04).

<https://hudoc.echr.coe.int/fre#%7B%22itemid%22:%5B%22001-179993%22%5D%7D>

(à lire dans : *Lettre de l'employeur territorial (la)*, n° 1587, 12/06/2018, p. 5)

Le rôle de la commission de déontologie

Compétente pour l'ensemble de la fonction publique, la commission de déontologie est placée auprès du Premier ministre pour apprécier le respect des principes déontologiques inhérents à l'exercice d'une fonction publique.

(à lire dans : *Gazette des communes, des départements, des régions (la)*, n° 2418, 04/06/2018, p. 78-79)

Corps et cadre d'emplois : la tentation de l'alignement

Les filières sont traversées par un mouvement d'unification entre cadres d'emplois et corps d'autres versants de la fonction publique ou de rapprochement avec d'autres cadres d'emplois de la territoriale. Une tendance indépendante de la concertation Action publique 2022.

(à lire dans : *Gazette des communes, des départements, des régions (la)*, n° 2418, 04/06/2018, p. 28-30)

La santé et la sécurité au travail dans la fonction publique territoriale : Exploitation nationale des bilans sociaux 2015

Dans la fonction publique territoriale, les absences pour raisons de santé augmentent entre 2005 et 2015. Elles sont plus nombreuses dans les grandes collectivités que dans les petites. Elles sont également plus nombreuses chez les fonctionnaires que chez les contractuels. Si les hommes sont plus souvent absents à cause d'accidents du travail, les femmes ont plus d'absences pour maladie ordinaire et longue maladie. De fait, les accidents du travail concernent surtout les agents des filières incendie-secours et police, qui sont très masculines. En parallèle de l'augmentation des absences pour raison de santé, les inaptitudes sont en hausse. Les collectivités locales œuvrent pour la sécurité et la santé au travail en dédiant du personnel à la prévention et en mettant progressivement en place les outils prévus à cet effet.

(à lire dans : *Bulletin d'information statistique de la DGCL*, n° 123, 06/2018, 8 p.)

https://www.collectivites-locales.gouv.fr/files/files/statistiques/brochures/bis_123_fpt_2.pdf

Effectifs, contractuels : les collectivités devancent l'appel du gouvernement

Le "Panorama de l'emploi territorial" des centres de gestion montre un renforcement des tendances de fond observées depuis 2012 en matière de baisse des effectifs, de départs à la retraite et de recrutements de contractuels.

(à lire dans : *Gazette des communes, des départements, des régions (la)*, n° 2418, 04/06/2018, p. 8-10)

Contrôler et dépister les pratiques addictives

Les pratiques addictives concernent de nombreux salariés, quels que soient leurs secteurs d'activités ou leurs catégories socio professionnelles. La consommation de substances psychoactives (tabac, alcool, cannabis, etc...) peut avoir à des origines mixtes liées à la vie privée mais aussi au travail (stress, pots avec alcool, travail en extérieur, port de charges lourdes...). Ces consommations, représentent un danger pour la santé et la sécurité des salariés même à faible dose. Les risques induits nécessitent, en conséquence, pour l'employeur, au titre de son obligation de sécurité de résultat, d'élaborer une démarche de prévention collective mais aussi de prendre en charge les cas individuels. C'est dans ce contexte que la réglementation définit les droits et devoirs des acteurs de l'entreprise. Elle définit également les moyens de contrôle dont dispose l'employeur.

(à lire dans : *Travail & sécurité*, n° 795, 06/2018, p. 44-46)

http://www.travail-et-securite.fr/visu/ts/ArticleTS/TI-TS795_INRS_44-46.html

Urssaf : Comment gérer l'après contrôle ? (2/2)

Nous avons vu, précédemment, les étapes qui suivent un contrôle de l'Urssaf. Dans le cas d'un redressement, la procédure contradictoire doit être respectée. S'ensuit la possibilité au cotisant de répondre aux observations et l'obligation de l'Urssaf d'y répondre avant la mise en demeure. Détail de la procédure à suivre.

(à lire dans : *Lettre du cadre territorial (la)*, n° 518, 05/2018, p. 50-53)

L'indemnité compensatrice de la hausse de la CSG, quèsaco ?

Alors que l'indemnité compensatrice de la hausse de la contribution sociale généralisée (CSG) dans la fonction publique vient tout juste d'être mise en place, non sans difficultés pratiques et informatiques, il semble utile de revenir sur les raisons qui ont conduit à son instauration et sur ses modalités et conditions d'application.

(à lire dans : *Lettre du cadre territorial (la)*, n° 518, 05/2018, p. 48-49)

AMENAGEMENT DU TERRITOIRE – URBANISME – LOGEMENT – TRANSPORTS

Textes officiels

Arrêté du 24 mai 2018 relatif au certificat d'urbanisme, au permis de construire et aux autorisations d'urbanisme et modifiant le code de l'urbanisme

Cet arrêté supprime l'obligation de mentionner sur le panneau d'affichage du permis de construire la date d'affichage en mairie du permis. Cette mention supplémentaire est en effet source d'insécurité juridique.

(à lire dans : *Journal officiel de la République française. Lois et décrets*, n° 125, 02/06/2018)

<https://www.legifrance.gouv.fr/eli/arrete/2018/5/24/TERL1806973A/jo/texte>

Articles

Autolib', clap de fin

Les élus de Paris et de sa banlieue ont voté le 21 juin 2018 la résiliation du contrat entre les collectivités et le groupe Bolloré sur la gestion d'Autolib', première flotte mondiale d'automobiles électriques partagées.

(à lire dans : *Parisien (le)*, 22/06/2018, p. 8)

Ouverture de la concertation du schéma de cohérence territoriale métropolitain (SCoT)

La Métropole du Grand Paris a pour objectif d'élaborer, d'ici 2020, un plan stratégique pour l'aménagement et le développement du territoire, nommé le schéma de cohérence territoriale métropolitain (SCoT). Son président, Patrick Ollier, certifie qu'elle ne le fera pas seule et qu'ils tiendront compte de l'avis de la population. En ce sens, elle lance un large dispositif de concertation afin de mobiliser l'ensemble des acteurs.

<http://www.metropolegrandparis.fr/scot/>

(à lire dans : *Petites affiches*, n° 119, 14/06/2018, p. 4-5)

Comment lutter contre les divisions pavillonnaires sauvages

La réglementation est éclatée entre le code de l'urbanisme et le code de la construction et de l'habitation sans pour autant bénéficier d'un régime juridique spécifique. La loi "Alur" permet aux communes et EPCI d'instituer un périmètre au sein duquel elles pourront contrôler, en amont, les divisions de logements. Les divisions pavillonnaires sauvages sont parfois constitutives d'infractions, justifiant l'engagement de poursuites pénales.

(à lire dans : *Gazette des communes, des départements, des régions (la)*, n° 2419, 11/06/2018, p. 68-69)

Fiscalité de l'urbanisme (8/11). La participation pour équipements publics exceptionnels

La participation pour équipements publics exceptionnels (Pepe) permet de financer des réalisations de ce type uniquement, et non des travaux et aménagements courants. Elle ne peut être assise que sur des projets à caractère industriel, agricole, commercial ou artisanal. Le fait générateur de cette participation est l'octroi de l'autorisation d'urbanisme, qui doit la prescrire explicitement.

(à lire dans : *Gazette des communes, des départements, des régions (la)*, n° 2419, 11/06/2018, p. 62-63)

Les rénovations des colonnes montantes d'électricité devant le juge administratif

La prise en charge de la rénovation des colonnes montantes d'électricité donne lieu, depuis une dizaine d'années, à un abondant contentieux judiciaire opposant le gestionnaire du réseau public et les copropriétés et, aboutissant, en l'absence de toute décision de la Cour de cassation, à des décisions contradictoires suite aux divergences d'interprétation des dispositions réglementaires applicables. Mais plus récemment, cette question a été portée devant les juridictions administratives par des offices publics de l'habitat avec, dans l'immédiat, des décisions unanimement favorables à ces derniers. S'il est trop tôt pour parler de jurisprudence établie, ce courant devrait néanmoins retenir l'attention des juges judiciaires au besoin par renvoi devant le juge administratif.

(à lire dans : *Actualité Juridique. Droit Administratif*, n° 20/2018, 11/06/2018, p. 1136-1139)

Urbanisme. Régime juridique des permis de diviser et de louer

La loi "Alur" de 2014 a offert de nouveaux outils pour lutter contre l'habitat indigne dont la police a été transférée aux EPCI. Un permis de diviser peut être instauré dans certaines zones pour contrôler les divisions opérées dans une habitation existante. Le code de l'urbanisme organise l'articulation de ce permis de diviser avec le classique permis de construire.

(à lire dans : *Gazette des communes, des départements, des régions (la)*, n° 2418, 04/06/2018, p. 74-75)

Fiscalité de l'urbanisme (7/11) - Sécuriser la rédaction des conventions de projet urbain partenarial

Le projet urbain partenarial (PUP) est une contribution sous forme de contrat, librement établi et conclu par la collectivité avec le porteur d'un projet de construction ou d'aménagement. La convention de PUP devra particulièrement soigner la rédaction de nombreuses clauses indispensables à la validité du PUP. Ces conventions relèvent à la fois du régime contentieux des participations d'urbanisme, et de celui des contrats administratifs.

(à lire dans : *Gazette des communes, des départements, des régions (la)*, n° 2418, 04/06/2018, p. 70-72)

Transports : en route vers le tout numérique [Dossier]

Ce dossier est composé des articles suivants :

- La mobilité se réinvente en se dotant de nouveaux services
- Le numérique, facilitateur de la multimodalité
- L'ouverture des données est enfin en bonne voie
- Trois défis à relever en matière de mobilité connectée
- "Un nouveau cadre moderne et ambitieux doit être créé", entretien avec Yann Marteil

<https://www.assisesdelamobilite.gouv.fr/syntheses>

<http://www.lagazettedescommunes.com/552626/mobilite-lechange-de-donnees-est-il-gagnant-gagnant/?abo=1>

<http://www.lagazettedescommunes.com/528501/?abo=1>

(à lire dans : *Gazette des communes, des départements, des régions (la)*, n° 2418, 04/06/2018, p. 34-42)

Si le logement de chacun devenait notre affaire à tous ?

Au sommaire de cet article :

- Sans toit qui suis-je ?
- Scandale du mal-logement : si peu de bruit...
- Pourquoi la loi Dalo ne tient pas ses promesses ?
- Rénovation des quartiers : des habitants relégués.
- Les grands défis du parc social.
- Logement social : des bons et des mauvais candidats ?
- Comprendre la hausse des prix de l'immobilier.
- Des inégalités à tous les étages.
- Pour un habitat désirable et durable pour tous.
- Recréer du lien grâce à l'habitat partagé.
- Quarante ans de lutte face à la violence du marché immobilier.

<https://www.cairn.info/revue-projet.htm>

(à lire dans : *Projet*, n° 364, 06/2018, p. 6-65)

Europacity : le mirage urbain

Centre commercial, parc de loisirs, hôtel de luxe, salle de spectacle... le projet mégalo d'Auchan tente de sortir de terre, malgré le feu des critiques.

(à lire dans : *Express (l')*, 23/05/2018, p. 62-66)

L'obsolescence des bureaux, une fatalité organisée ?

L'obsolescence des bureaux résulte d'un constat, celui de l'inadéquation entre l'offre et la demande de locaux pour les activités tertiaires. Elle se traduit par une forte vacance de locaux dans des lieux urbanisés. La première partie de ce dossier, publié en mai 2018, a cherché à caractériser le phénomène et les vecteurs qui semblent accélérer le délaissement, au risque de multiplier les friches. Dans cette seconde partie, nous porterons notre regard sur le rôle de la puissance publique : quelle implication pour la relance des dynamiques territoriales ?

(à lire dans : *LFT : lettre du financier territorial (la)*, n° 333, 06/2018, p. 33-37)

L'urbanisme féministe émerge dans la métropole

Partant du constat que la ville est faite "par les hommes", plusieurs acteurs franciliens tentent d'intégrer le prisme du genre dans les questions d'urbanisme. Une démarche inspirée de ce qui se fait en Suède ou en Autriche. A l'heure de la libération de la parole des femmes, le Grand Paris saura-t-il être plus inclusif pour elles ?

(à lire dans : *Grand Paris Développement*, n° 24, 05/2018, p. 38-39)

Division pavillonnaire : renforcer les outils

Les outils de lutte contre les marchands de sommeil investissant les quartiers pavillonnaires s'avèrent peu efficaces. Aller au pénal par le biais de l'habitat insalubre reste la solution la moins inopérante. Le projet de Loi ELAN prévoit quelques mesures dans ce domaine.

(à lire dans : *Traits urbains*, n° 96, 05/2018, p. 68-70)

Cités-jardins. Greffer sans dénaturer

Les cités-jardins ont vieilli. Beaucoup de bailleurs sociaux entreprennent la réhabilitation de ce patrimoine du XX^{ème} siècle en conjuguant démolition et densification. Mais les projets trop brutaux se heurtent à l'opposition des locataires. Les bailleurs sociaux doivent faire accepter une greffe entre différents types d'habitat sans dénaturer un ensemble patrimonial.

(à lire dans : *Traits urbains*, n° 96, 05/2018, p. 42-46)

Politique de la ville : "Le projet du Grand Paris doit passer avant la gouvernance institutionnelle"

Grand Paris, politique de la ville, fractures territoriales et sociales, etc. Pour Patrick Braouezec, l'ancien maire de Saint-Denis (Seine-Saint-Denis), les dynamiques métropolitaines, qu'il faut encourager, doivent servir aussi aux territoires et aux ménages les plus modestes...

(à lire dans : *Lettre du cadre territorial (la)*, n° 518, 05/2018, p. 12-13)

Mobilier urbain [dossier]

Dans le cadre de l'exposition "Dehors, la ville de demain", programmée du 16 mai au 29 août à Paris, dix fabricants vont démontrer la créativité des éditeurs de mobilier urbain. Afin de permettre au public de tester ces innovations, la ville de Paris envisage d'ouvrir des espaces hors les murs de la galerie VIA (Valorisation de l'Innovation dans l'Ameublement). L'initiative de l'Union nationale des industriels français de l'ameublement (Unifa) offre une visibilité sans précédent aux 22 membres du groupement Mobilier urbain, issu de l'absorption, en 2015, de l'ancien syndicat Promu.

(à lire dans : *Paysage Actualités*, n° 408, 04/2018, p. 21-29)

L'aménagement de la ville, une affaire publique

Pour Bruno Depresle, administrateur général et ancien directeur général d'établissement public d'aménagement, la "coproduction" de la ville avec le secteur privé est un mauvais scénario.

(à lire dans : *Urbanisme*, n° 408, 04/2018, p. 72-73)

La planification à bout de souffle ? [dossier]

Au sommaire:

- La planification à bout de souffle ?
- Histoire et devenir de la planification stratégique
- Les effets planificateurs du Grand Paris Express
- Le laboratoire du Grand Paris en débat
- Peut-on encore planifier la région parisienne ?
- Un SCOT pour faire exister le Sud-Aveyron
- Repenser la planification commerciale à l'heure d'Amazon
- De quoi les SCOT sont-ils les signes ?
- SRADDET, la carte et le territoire
- La réciprocité au cœur du SRADDET
- Plaidoyer pour des PLUI "relations"
- Repenser les PLH face aux mutations
- Le tiers foncier, envers de la ville planifiée

(à lire dans : *Urbanisme*, n° 408, 04/2018, p. 30-63)

<https://www.urbanisme.fr/la-planification-a-bout-de-souffle/sommaire-408>

COLLECTIVITES TERRITORIALES – INTERCOMMUNALITE

Articles

Projet de loi Alimentation - Bio dans les cantines : Stéphane Travert "espère convaincre" les sénateurs de réintroduire le seuil de 20%

Lors de l'examen en séance publique du projet de loi Agriculture et Alimentation qui démarrera le 26 juin 2018, le ministre de l'Agriculture Stéphane Travert "espère convaincre" les sénateurs de réinstaurer le seuil de 20% de produits bio dans les cantines d'ici 2022. Après l'adoption du texte par l'Assemblée nationale le 30 mai, ce seuil a été supprimé au cours de l'examen en commission des affaires économiques du Sénat.

(à lire dans : *Localtis.info*, 22/06/2018)

<https://www.caissedesdepotsdesterritoires.fr/cs/ContentServer/?pagename=Territoires/Articles/Articles&cid=1250281298319&nl=1>

Couper le cordon de l'évaluation de l'action publique

Les chercheurs Bruno Palier et Etienne Wasmer recommandent la création d'une "plate-forme" indépendante de l'exécutif pour évaluer les politiques menées.

(à lire dans : *Monde (le)*, 07/06/2018, p. 7)

Les bonnes recettes du public dans la conduite du changement

La chercheuse Valéry Michaux estime que le privé devrait prendre exemple sur les dynamiques de changement stratégique mises en place par les collectivités locales entre 2000 et 2010.

(à lire dans : *Monde (le)*, 07/06/2018, p. 7)

Différenciation des compétences : l'avis du Conseil d'État

La possibilité, souhaitée par le gouvernement, de différencier les compétences entre des collectivités d'un même bloc a reçu l'approbation du Conseil d'État. Décryptage.

(à lire dans : *Maires de France*, n° 358, 06/2018, p. 58-59)

Conseil départemental de Seine-Saint-Denis : vers l'aide au pilotage et à la décision

Florence Guir, cheffe du service du projet de gestion et de l'évaluation au Conseil départemental de Seine-Saint-Denis, revient dans cet article sur la démarche d'évaluation des politiques publiques menée depuis plusieurs années dans le département de la Seine-Saint-Denis. A la fois outil de pilotage et d'aide à la décision, cette démarche porte ses fruits et permet à la collectivité de mieux préparer et anticiper ses politiques publiques.

(à lire dans : *Horizons publics*, n° Hors-série - printemps 2018, 05/2018, p. 46-50)

Quel manager territorial dans un contexte d'innovation ?

Ce hors-série d'Horizons publics, fruit d'un partenariat avec la chaire Optima, publie les témoignages, les retours d'expériences et les analyses présentés à l'occasion des EIT 2018, autour des quatre types d'innovation identifiés pour améliorer l'action publique locale :

- les innovations organisationnelles, à travers la mise en œuvre d'une gouvernance multi-partenariale, en l'appliquant à l'action sociale locale ;
- les innovations instrumentales, grâce à l'évaluation des politiques publiques locales ;
- les innovations RH, par le pilotage du changement et l'amélioration de la qualité de vie au travail ;
- les innovations numériques, pour améliorer la relation au citoyen.

(à lire dans : *Horizons publics*, n° Hors-série, 05/2018, 108 p.)

CULTURE

Articles

Le ciné se donne aux spectacles

Opéra, concert, ballet... De plus en plus de cinémas retransmettent des événements culturels. Une tendance qui permet de mieux remplir les salles. Et de populariser les arts vivants.

(à lire dans : *Télérama*, n° 3571, 20/06/2018, p. 39)

Bibliothèque. Un peu de loi, mais pas trop ?

Lors de son congrès annuel, du 7 au 9 juin 2018 à La Rochelle, l'Association des bibliothécaires de France s'est prononcée pour un encadrement législatif des missions des bibliothèques. Mais la forme qu'il pourrait prendre continue de faire débat dans la profession.

(à lire dans : *Livres hebdo*, n° 1178, 15/06/2018, p. 22-23)

Les bibliothèques à l'offensive contre la désinformation

Les bibliothèques, vouées à la diffusion des savoirs, ont la responsabilité de penser des outils pour développer l'esprit critique de leurs publics. Les activités visant à comprendre la fabrique de l'information et à discerner les vraies des fausses nouvelles s'adaptent aussi bien aux enfants et adolescents qu'aux adultes. Conférences et ateliers pratiques, parfois en collaboration avec l'école et avec un journaliste en résidence, sont les principaux modes de sensibilisation des usagers.

(à lire dans : *Gazette des communes, des départements, des régions (la)*, n° 2418, 04/06/2018, p. 44-46)



Valoriser le contenu de la bibliothèque [dossier]

Au sommaire de ce dossier :

- médiation numérique, mode d'emploi à la Bulac.
- Vaclav Havel : dans le quartier et en réseaux.
- Lionel Dujol : "il n'y a pas de médiation numérique sans la valeur ajoutée du bibliothécaire".
- médiation : suivez les 5 recommandations d'un pro !

(à lire dans : Archimag, n° 315, 06/2018, p. 12-22)

Les bibliothèques départementales : un rôle clé pour la lecture publique

Ces "bibliothèques des bibliothèques" accompagnent les communes dans leurs projets d'accueil du public et de maillage du territoire.

(à lire dans : Maires de France, n° 358, 06/2018, p. 28-29)

Bibliothèques : ouvrir plus, mais surtout ouvrir mieux

La question des horaires d'ouverture des médiathèques, mis sur le devant de la scène par le rapport Orsenna, est au cœur de la modernisation des politiques de lecture publique menées actuellement dans les territoires, que seuls un portage politique fort, une révision du cadre réglementaire et un véritable accompagnement managérial pourront parachever.

Parce qu'elle engage un véritable projet de territoire, la lecture publique nécessite une vision et beaucoup de volontarisme politique pour atteindre les ambitions qui sont aujourd'hui les siennes.

Le cadre réglementaire obsolète est un frein à la modernisation concrète des politiques de lecture publique. Mais un accompagnement managérial fort est aussi une condition sine qua non de la réussite de ces projets.

(à lire dans : Lettre du cadre territorial (la), n° 518, 05/2018, p. 24-31)

DROIT ET INSTITUTIONS

Articles

La jurisprudence *Tarn-et-Garonne* ou le tiers "sans qualité"

Malgré une ouverture formelle du contentieux, la jurisprudence *Tarn-et-Garonne* conduit à évincer matériellement les tiers. Concurrents malheureux, usagers du service public, contribuables locaux sont autant d'acteurs méprisés au profit du préfet et de l'élu local, défenseurs présumés de l'intérêt général. Cette politique jurisprudentielle est *a fortiori* critiquable en ce qu'elle vient sécuriser les transactions économiques d'un Etat déléguant nombre de tâches à des entités privées.

(à lire dans : Actualité Juridique. Droit Administratif, n° 21/2018, 18/06/2018, p. 1201-1205)

Questions sur la modification du régime électoral parlementaire

Les mesures figurant dans les lois organique et ordinaire "Pour une démocratie plus représentative, responsable et efficace" inscrites à l'ordre du jour du conseil des ministres du 23 mai 2018 complètent, sur le plan électoral, le projet de loi constitutionnel déposé deux semaines plus tôt. Si elles prospèrent, elles transformeront sensiblement les règles de composition de l'institution parlementaire. Elles soulèvent toute une série de questions constitutionnelles, politiques et pratiques.

(à lire dans : Petites affiches, n° 118, 13/06/2018, p. 7-18)

Le big bang annoncé de la carte électorale

Le projet de réforme du Parlement va entraîner un redécoupage de la carte électorale, et la suppression de près de 40 % des circonscriptions. Un chantier ardu pour l'exécutif.

(à lire dans : *Monde (le)*, 12/06/2018, p. 11)

Intelligence artificielle : qui sera responsable ?

En 2018, l'intelligence artificielle (IA) n'est plus un fantasme relevant de la plus pure science-fiction. Pour les différentes professions du droit -magistrats, juristes, huissiers, experts, avocats, mais aussi pour les entreprises comme les assureurs, c'est déjà une réalité. Ils y sont déjà confrontés dans leurs pratiques et réflexions. A l'occasion d'un colloque se tenant le 10 avril dernier, la Compagnie nationale des experts de justice en informatique et techniques associées (CNJEITA) a réuni de nombreux interlocuteurs issus de ces différentes sphères afin d'évoquer la question de la responsabilité lorsque l'on parle intelligence artificielle. Clichés, peur de l'inconnu, avancées potentielles, ce fut l'occasion aussi de définir l'IA, de délimiter ses futurs apports comme les questions éthiques qu'elle soulève et de revenir, avec l'avocat Philippe Glaser, sur les implications du droit.

(à lire dans : *Petites affiches*, n° 107, 29/05/2018, p. 3-6)

ECONOMIE – FINANCES – CONTRATS PUBLICS

Articles

Les départements ne pourront pas augmenter les frais de notaire en 2019

En réaction au vote de principe des membres de l'Assemblée des départements de France (ADF), le 20 juin, contre la contractualisation que propose l'État aux collectivités, le gouvernement retire des négociations sur une meilleure prise en charge des dépenses d'aides sociales et d'accueil des mineurs isolés, la possibilité d'augmenter les droits de mutation à titre onéreux (DMTO).

(à lire dans : *Figaro (le)*, 22/06/2018, p. 21)

Les maires renoncent à récupérer la taxe foncière

Face au refus catégorique des départements de perdre la taxe sur le foncier bâti, les maires changent de pied sur la réforme de la fiscalité locale. Lors d'une réunion technique cette semaine du Comité des finances locales, l'instance officielle de dialogue entre les élus locaux et l'Etat, son président, André Laignel (PS), a proposé à ses membres un nouveau scénario.

(à lire dans : *Echos (les)*, 15/06/2018, p. 3)

Le programme de stabilité 2018-2022

Le programme de stabilité trace les grandes lignes de la programmation des finances publiques de la France pour les années 2018-2022. Il actualise le cadrage économique et budgétaire retenu par le Gouvernement pour cette période, détaillé dans la loi de programmation des finances publiques (LPFP) du 22 janvier 2018. Il complète le programme national de réforme, document publié conjointement et qui retrace l'ensemble des réformes de l'économie française entreprises par le Gouvernement.

Cette chronique sera centrée sur la stratégie des finances publiques intéressant les collectivités locales, même si le rappel préalable de la stratégie d'ensemble s'impose.

<https://www.economie.gouv.fr/files/files/PDF/2018/PSTAB-2018.pdf>

(à lire dans : *LFT : lettre du financier territorial (la)*, n° 333, 06/2018, p. 20-22)

Commande publique. La clause de réexamen, une petite révolution dans la variation des prix

La clause de réexamen ouvre une nouvelle voie en terme de variation du contexte économique. Les parties renégocient régulièrement les prix, selon un cadre prédéterminé.

(à lire dans : *Gazette des communes, des départements, des régions (la)*, 11/06/2018, p. 64-66)

La communication financière relative aux collectivités locales (seconde partie)

Dans le contexte de contraintes budgétaires et financières, la communication financière en direction des élus locaux, de leurs administrés et des agents des collectivités locales doit être à la hauteur des enjeux et des risques que porte la gestion financière de ces collectivités.

Après avoir abordé les cibles, les objectifs et le contenu de la communication financière, cette seconde partie s'intéresse aux moyens déployés et aux mesures à même d'améliorer cette communication.

(à lire dans : *LFT : lettre du financier territorial (la)*, n° 333 - Fiche technique, 06/2018, 11 p.)

Finances : le délicat apprentissage de la contractualisation

Des élus signent à contrecœur avec le préfet, d'autres dans un but stratégique. Communes et EPCI souhaitent que leurs spécificités soient prises en compte.

(à lire dans : *Maires de France*, n° 358, 06/2018, p. 15-17)

Le lourd chantier de la réforme de la fiscalité locale

La suppression de la taxe d'habitation entraîne une réforme de la fiscalité locale à l'horizon 2020 qui devra garantir le principe d'autonomie financière des collectivités. État des lieux avant la Conférence nationale des territoires, le 11 juillet.

(à lire dans : *Maires de France*, n° 358, 06/2018, p. 12-13)

Certification des comptes : attention aux bouleversements systémiques

Après la loi NOTRe, les collectivités pourraient se tourner rapidement vers la certification de leurs comptes. L'objectif est louable mais ses conséquences, notamment la fin possible de la séparation entre l'ordonnateur et le comptable, méritent un débat démocratique qu'on ne voit pas venir.

(à lire dans : *Lettre du cadre territorial (la)*, n° 518, 05/2018, p. 70-71)

EDUCATION – ENSEIGNEMENT

Articles

La recherche en éducation : vers de nouvelles interfaces

La recherche en éducation est singulière à plus d'un titre :

- de par son positionnement, à la croisée de plusieurs champs disciplinaires, qui la rend à la fois féconde et fragile ;
- parce qu'elle entretient des liens avec les professionnels, qui peuvent en attendre beaucoup ;
- enfin parce que l'éducation est avant tout une question de société qui peut passionner et enflammer le débat public, avec des partis pris et des attentes diverses.

Ce numéro de Diversité a comme ambition d'explorer ce que produit, en soi, la recherche en éducation, mais aussi ce qui s'élabore dans le cadre des différentes interfaces qu'elle génère, lors de sa mise en dialogue avec les pratiques des acteurs.

<https://www.reseau-canope.fr/notice/diversite-n-192-mai-2018.html>

(à lire dans : *Diversité : ville école intégration*, n° 192, 05/2018, 185 p)

EMPLOI – RETRAITE

Articles

Insertion des jeunes : va-t-on enfin faire mieux ?

Après deux décennies de chômage massif, et malgré un accès toujours plus important à l'enseignement supérieur, de plus en plus de jeunes parmi les moins qualifiés restent exclus du marché du travail. Pour y remédier, le gouvernement prévoit un investissement massif sur la formation. La réforme de l'apprentissage et de la formation professionnelle qui devrait être adoptée d'ici à l'été en fait partie. Mais Emmanuel Macron veut aussi s'attaquer aux racines au travers d'une stratégie de prévention et de lutte contre la pauvreté des enfants et des jeunes. La voie vers un système de solidarité renouvelé ? Les associations veulent y croire.

-Un travail à la journée "Tapaj" permet d'amener les jeunes en errance vers le soin, de prévenir les pratiques addictives, tout en remobilisant vers l'emploi

- Toulouse : une école qui donne une seconde chance aux décrocheurs

- L'insertion professionnelle des jeunes est un investissement d'avenir

- En Allemagne, un système vers l'apprentissage très élaboré

<http://www.cereq.fr/publications/Cereq-Essentiels/20-ans-d-insertion-professionnelle-des-jeunes-entre-permanences-et-evolutions>

(à lire dans : *Gazette sante social (la)*, n° 151, 05/2018, p. 15-22)

ENFANCE – JEUNESSE –FAMILLE

Articles

Olinpe doit monter en puissance pour anticiper les besoins sociaux

Bien que l'obligation légale date de 2007 et ait été renforcée en 2016, les départements peinent à transmettre les données relatives à l'observation longitudinale, individuelle et nationale en protection de l'enfance à l'Observatoire national de la protection de l'enfance.

<https://www.onpe.gouv.fr/publications/dispositif-olinpe-quelles-sont-difficultes-et-besoins-exprimes-par-departements-sur>

http://www.gazette-sante-social.fr/wp-content/uploads/2018/05/20150527_plaquette_dispo.pdf

(à lire dans : *Gazette sante social (la)*, n° 151, 05/2018, p. 32-34)

ENVIRONNEMENT

Articles

Linky : pourquoi tant de haine ?

Santé, vie privée, porte-monnaie... Entre pétitions, manifs et référés, le compteur communicant d'Enedis est plus que jamais sur la sellette, d'autant que ses fonctionnalités les plus pertinentes ne sont quasiment pas exploitées.

(à lire dans : *Alternatives économiques*, n° 380, 06/2018, p. 48-50)

Projets alimentaires territoriaux : les outils pour structurer la démarche [dossier]

Quasiment absente des débats politiques il y a encore quelques années, l'alimentation est devenue un thème de premier plan pour les collectivités. Pour le gouvernement, les projets alimentaires territoriaux (PAT) sont l'outil par excellence d'une politique d'alimentation durable, qui nécessite méthode et concertation.

Au sommaire:

- Les points clés pour lancer un projet alimentaire territorial
- Le Douaisis (Nord) veut changer les comportements alimentaires
- Saclay : maintenir une activité agricole en péri-urbain

(à lire dans : *Maires de France*, n° 358, 06/2018, p. 34-39)

Linky, un compteur sous tension

Filiale d'EDF, Enedis doit avoir équipé 35 millions de foyers d'ici à 2021. Des usagers s'y opposent et s'organisent. Comment en est-on arrivé là ? Récit.

(à lire dans : *Express (l')*, 23/05/2018, p. 44-47)

Collecte des déchets : le retour de l'apport volontaire

Le choix entre collecte en porte-à-porte ou en apport volontaire refait surface, alors qu'on croyait le débat enterré au profit du premier.

(à lire dans : *Journal des maires et des conseillers municipaux*, n° 5, 05/2018, p. 14-15)

EUROPE

Articles

Politique de cohésion européenne : la France limite la casse

La France perdra des plumes au titre de la politique de cohésion 2021-2027, mais bien moins que certains de ses grands voisins. Quelques changements majeurs se profilent.

(à lire dans : *Gazette des communes, des départements, des régions (la)*, n° 2419, 11/06/2018, p. 8-9)

POLITIQUE DE LA VILLE

Articles

Soutien scolaire, vidéosurveillance... le plan banlieue de Valérie Pécresse

La présidente LR de la région Ile-de-France a présenté des mesures en partie déjà votées en 2016.

(à lire dans : *lemonde.fr*, 22/06/2018)

Les élus de banlieue digèrent mal la méthode Macron

Au lendemain du discours d'Emmanuel Macron sur la politique de la ville, les élus de banlieue accusent le chef de l'Etat d'avoir enterré le rapport Borloo, qu'ils soutenaient unanimement, et de s'en prendre à la légitimité des élus locaux dans les quartiers prioritaires. Ils pointent également l'absence d'engagement financier.

(à lire dans : *Gazette des communes, des départements, des régions (la)*, n° 2418, 04/06/2018, p. 14-15)

Politique de la ville : des "ambitions sans moyens" ?

Le président de la République a fixé, le 22 mai, ses orientations et priorités. Pas de grand plan mais des mesures qui seront précisées d'ici juillet.

(à lire dans : *Maires de France*, n° 358, 06/2018, p. 18-19)

Banlieues : beaucoup de bruit pour rien ?

Le plan d'action proposé par Jean-Louis Borloo pour la politique de la ville, décliné en 19 programmes, a peu de chance de se voir appliqué, notamment pour des questions budgétaires. Les déclarations récentes d'Emmanuel Macron préfigurent la dissolution de la politique de la ville et de ses dispositifs spécifiques au sein d'une plus vaste politique des territoires mêlant banlieues, rural et outre-mer.

(à lire dans : *Alternatives économiques*, n° 380, 06/2018, p. 24-25)

POLITIQUES DE SECURITE

Articles

Le Sénat étend l'usage des caméras mobiles et pérennise le dispositif applicable aux polices municipales

Le Sénat a adopté lors de la navette parlementaire la proposition de loi relative à l'harmonisation de l'utilisation des caméras mobiles par les autorités de sécurité publique. Cette proposition de loi étend l'usage des caméras mobiles à deux catégories d'agents publics, les sapeurs-pompiers et les surveillants de l'administration pénitentiaire.

Enfin, sur la base du bilan d'évaluation positif transmis par le Gouvernement, le Sénat a pérennisé l'usage des caméras mobiles par les agents de police municipale, dont l'expérimentation s'est achevée le 3 juin dernier.

<http://www.senat.fr/dossier-legislatif/ppl17-337.html>

(à lire dans : *senat.fr*, 14/06/2018)

<http://www.senat.fr/presse/cp20180613d.html>

La police du futur : de la surveillance généralisée à l'autocontrôle

Robots autonomes, officiers connectés, reconnaissance génomique... l'innovation dans les équipements et moyens mis au service de la police ne semble pas connaître de limites. États des lieux et entreprises privées avancent main dans la main, développant un arsenal sécuritaire hypertechnologique, dans le cadre d'un marché mondialisé en forte croissance. Ces nouveaux dispositifs directement calqués sur le matériel militaire brillent d'ailleurs d'avantage par les bénéfices qu'ils permettent d'enregistrer que par leur efficacité réelle et leur infailibilité technique. Ils sont toutefois rendus acceptables - voire désirables - aux yeux de la population par le biais d'une novlangue publicitaire et d'un marketing particulièrement soignés. La police du futur" ouvre des perspectives orwelliennes : il ne s'agit pas seulement d'"optimiser" les équipements et les méthodes des forces de l'ordre, mais bien de poser les jalons d'un véritable panoptique policier qui a pour objectif d'aboutir à l'autocontrôle des populations.

(à lire dans : *Revue du crieur*, n° 10, 06/2018, p. 32-47)

RESSOURCES HUMAINES – MANAGEMENT

Articles

Bien-être au travail : gare au présentéisme

Le présentéisme est encore très ancré dans la culture managériale en France. Pourtant, rester au travail alors que l'on est trop fatigué ou malade présente de nombreuses conséquences néfastes.

(à lire dans : *Echos (les)*, 21/06/2018, *Cahier Echos Start* p. 10)

Flex office, des bureaux partagés pour le meilleur ou pour le pire?

Fini les tiroirs remplis de papier, les post-it et les photos de vacances sur les murs... Bienvenue dans le monde des bureaux partagés! La pratique séduit nombre d'entreprises et est érigée par certains comme le nouveau symbole du bonheur au travail. A tort?

(à lire dans : *Echos (les)*, 21/06/2018, *Cahier Echos Start* p 8)

La méthode Agile peut-elle résoudre le problème de la (sur-)charge de travail ?

L'Agile, venue des Etats-Unis, est au cœur du fonctionnement de beaucoup de startups. Elle place le client au centre, et promeut la collaboration et la rapidité d'exécution dans les équipes. Pour plus d'efficacité ou plus de pression ?

(à lire dans : *Echos (les)*, 21/06/2018, *Cahier Echos Start* p 4-5)

<https://start.lesechos.fr/rejoindre-une-entreprise/actu-recrutement/la-methode-agile-peut-elle-resoudre-la-sur-charge-de-travail-12183.php>

Réorganisation territoriale : travailler ensemble ça s'apprend

Dans les collectivités totalement reconfigurées au plan territorial, la création d'une culture commune et d'un sentiment d'appartenance à l'entité nouvelle est un véritable défi pour les services et les agents.

(à lire dans : *Gazette des communes, des départements, des régions (la)*, n° 2419, 11/06/2018, p. 24-26)

Prospective : quel sera le manager de demain ?

En mars 2018, le groupe local ANDRH Côte-d'Or organisait, à la Burgundy School of Business (BSB) de Dijon, une soirée d'échanges et de réflexion, autour d'une question majeure pour les organisations d'aujourd'hui : " Quel sera le manager de demain ?"

(à lire dans : *Personnel*, n° 588, 06/2018, p. 29-31)

Naît-on leader ou le devient-on ?

L'élitisme à la française peut faire l'objet d'une réprobation indignée et d'analyses sociologiques sans cesse répétées sur la reproductibilité des élites, analyses qui, elles-mêmes, font partie des codes de la société politique éduquée et sont une autre variante de l'élitisme "intellectuel" à la française. Mais on peut aussi y déceler les fondements d'une présence française soutenue dans les équipes de direction d'institutions internationales.

(à lire dans : *Personnel*, n° 588, 06/2018, p. 26-27)

Bien-être et bonheur au travail : les nouvelles normes du contrôle social

Devons-nous nous réjouir de l'invasion des discours managériaux sur le bien-être au travail ? Derrière ce qui s'apparente à un Graal, se cachent en effet de nouveaux appels à la mobilisation qui s'éloigne durablement des progrès obtenus avec la qualité de vie au travail.

(à lire dans : *Lettre du cadre territorial (la)*, n° 518, 05/2018, p. 42-43)

Comment développer la créativité de ses agents ?

Développer la créativité des agents devient un phénomène de mode...ou un ovni tombé du ciel, voire une injonction de plus. Ces paradoxes apparents se lèvent lorsque l'on fait la lumière sur ce qu'est véritablement la créativité, ce qu'en sont les enjeux pour les collectivités, et sur la manière dont on peut la déployer. C'est l'objet de cet article.

(à lire dans : *Lettre du cadre territorial (la)*, n° 518, 05/2018, p. 38-40)

SOCIAL – SANTE – HANDICAP

Articles

Aide à domicile. La révolution en marche

- Du besoin identifié au marché assumé
- Le Qualimandat...au porteur : une convention entre la CNSA et la Fédération des particuliers employeurs de France (Fepem) a créé un label de qualité pour les services mandatés
- "L'emploi à domicile doit se masculiniser", Marie-Béatrice Levaux, présidente de la Fepem.

(à lire dans : *Actualités sociales hebdomadaires*, n° 3065, 15/06/2018, p. 6-9)

Aides sociales : trois scénarios pour sortir les enfants de la pauvreté

Le Haut Conseil de la famille, de l'enfance et de l'âge suggère notamment, dans son rapport publié le 6 juin 2018, la création d'une allocation spécifique.

<http://www.hcfea.fr/spip.php?rubrique11>

(à lire dans : *Echos (les)*, n° 22717, 15/06/2018, p. 5)

Entretien d'explication - Mettre en mots l'indicible des pratiques

Développée par le psychologue Pierre Vermersch, cette technique d'entretien ouvre des pistes de formation et de valorisation des compétences professionnelles issues de l'action.

(à lire dans : *Lien social*, n° 1231, 12/06/2018, p. 16-17)

Handicap psychique - Rétablir l'emploi [DOSSIER]

Au sommaire :

- Rétablir l'emploi
- L'emploi d'abord
- Entretien avec Denis Leguay, psychiatre - L'équilibre dynamique

(à lire dans : *Lien social*, n° 1231, 12/06/2018, p. 22-29)

Plan Buzyn : ce n'est qu'un début...

Au sommaire :

- La feuille de route manque d'épaisseur
- La feuille de route effeuillée
- Hébergement temporaire en EHPAD : 1 000 sas entre l'hospitalisation et le retour à domicile
- Télémédecine : 40 millions d'euros pour une généralisation attendue
- Aide à domicile : 100 millions sur la table
- Prévention : une priorité à 15 millions
- Monique Iborra : "Des mesures d'urgence dans une période transitoire"

http://solidarites-sante.gouv.fr/IMG/pdf/dossier_de_presse_grandage-autonomie.pdf

(à lire dans : *Actualités sociales hebdomadaires*, n° 3064, 08/06/2018, p. 6-10)

Travail social. La boussole perdue

Une prévalence du "burn-out" plus importante que dans les autres secteurs, une dévalorisation des métiers, des formations qui attirent moins les jeunes... Que se passe-t-il dans le secteur social ? Face à des besoins et des contraintes en constante augmentation, les professionnels semblent avoir perdu la boussole leur indiquant la direction de leurs missions. Explications.

- Métiers du social. La mauvaise réputation

- Marcel Jaeger "Les travailleurs sociaux ont toujours été porteurs d'innovations"
(à lire dans : *Actualités sociales hebdomadaires*, n° 3064, 08/06/2018, p. 20-24)

Le numérique, enjeux multiples pour les CCAS/CIAS [DOSSIER]

Au sommaire :

- Le numérique, enjeux multiples pour les CCAS/CIAS

l'action sociale au local :

- Vannes mise sur une réponse construite en réseau

- Amiens mène son plan numérique tambour battant

- Avec le CIAS Grand Lac, le numérique à portée des aînés

- L'ABS d'Echirrolles à l'heure du numérique

- Le CCAS d'Angers convaincu par le coffre-fort numérique

- Val de Briey : le numérique au menu de l'épicerie sociale

- Nanterre : des publics en difficulté dans la ville "connectée"

Juridique :

- L'accessibilité numérique

Événement :

- Cohésion sociale et numérique : du concret ?

Formation :

- Inclusion sociale

(à lire dans : *Actes : actions et territoires du social*, n° 489, 06/2018, p. 11-22)

Lutte contre la maltraitance : les professionnels lèvent le tabou

Signaler les actes de maltraitements est une obligation depuis un arrêté du 28 décembre 2016. Mais cela ne suffit pas. Pour éviter ces situations, des associations développent l'expression des personnes vulnérables et s'efforcent de prévenir les dysfonctionnements.

(à lire dans : *Gazette sante social (la)*, n° 151, 05/2018, p. 38-39)

Le dispositif d'emploi accompagné pour les personnes handicapées

Depuis le 1er janvier 2017, la loi encadre le travail en milieu ordinaire des personnes handicapées, sous l'égide des agences régionales de santé

<http://travail-emploi.gouv.fr/emploi/insertion-dans-l-emploi/emploi-et-handicap/article/emploi-et-handicap-le-dispositif-de-l-emploi-accompagne>

(à lire dans : *Gazette sante social (la)*, n° 151, 05/2018, p. 28)

Vers un service public de la performance énergétique ?

Depuis la loi de transition énergétique, la politique énergétique nationale inclut un objectif de lutte contre la précarité énergétique. Le chèque énergie est entré en vigueur au 1er janvier 2018. Reconnue pour l'habitat, la vulnérabilité des ménages reste insuffisamment combattue en matière de mobilité. En attendant le service public de la performance énergétique, piloté par les régions, annoncé dans le Plan climat, 75 000 logements habités par des propriétaires très modestes doivent être rénovés cette année.

<http://www.onpe.org/>

(à lire dans : *Gazette sante social (la)*, n° 151, 05/2018, p. 26-27)

Secret professionnel : une notion en voie de disparition

Qu'en est-il du secret professionnel en service social ? Quelle place ? Quelle évolution ?
Quelle identité du secret chez les étudiants ?

(à lire dans : *Revue française de service social*, n° 2, 2018, p. 87-89)

Le travail social, imposant mais impuissant ?

Bien qu'il mobilise des moyens importants, le travail social peine à se faire entendre. Pourtant, le monde qui change autour de lui exige qu'il évolue et s'adapte, ce qui suscite des réactions. C'est en restant fidèle à ses valeurs et en les réaffirmant que le travail social pourra accompagner le changement social. De par son histoire et la reconnaissance dont il bénéficie, le service social est bien placé pour faire valoir la parole du travail social.

(à lire dans : *Revue française de service social*, n° 2, 2018, p. 84-86)

Vous avez dit participation ? Une vieille notion réinventée

Au sommaire :

- La nécessaire clarification de la notion de "participation"
- Regards croisés sur la participation des personnes accompagnées
- Les formations sociales à l'épreuve de la participation des personnes accompagnées

(à lire dans : *Revue française de service social*, n° 2, 2018, p. 14-83)

SPORT – LOISIRS – ANIMATION

Articles

Jeux olympiques - Paris 2024 : le Cojo ajuste sa copie et sauvegarde l'héritage

Signant ce 14 juin 2018 le protocole d'accord financier sur l'organisation des JO 2024, le gouvernement a souligné que les ajustements envisagés "maintiennent la force du projet initial" et que "l'investissement pour les équipements pérennes va bénéficier aux territoires".

(à lire dans : *Localtis.info*, 14/06/2018)

<https://www.caissedesdepotsdesterritoires.fr/cs/ContentServer?pagename=Territoires/Articles/Articles&cid=1250281252272>

Les métiers du sport

Quand la pratique du sport quitte la sphère du loisir pour pénétrer le monde professionnel, le corps devient le premier outil du travailleur. Une particularité qui a pour conséquence de placer l'individu au centre des actions de prévention des risques. Cependant, les démarches purement individuelles sont insuffisantes. Même pour ces activités, la dimension collective de la prévention ne doit pas être négligée. Elle est possible en agissant sur l'environnement, le matériel ou les règles du jeu.

Au sommaire :

- Contre les risques, le mieux est de jouer collectif
- Les performances des athlètes étudiées en laboratoire
- Entretien avec un médecin du sport et urgentiste : "L'anticipation et la préparation sont fondamentales"
- La prévention des risques pour les maîtres-nageurs et surveillants de piscines
- Les risques spécifiques du rugby
- La rééducation des sportifs

(à lire dans : *Travail & sécurité*, n° 795, 06/2018, p. 13-25)

<http://www.travail-et-securite.fr/ts/dossier/Les%20m%C3%A9tiers%20du%20sport.html>

Des piscines publiques qui prennent l'eau

D'après le dernier rapport de la Cour des comptes, les piscines publiques seraient des gouffres financiers.

(à lire dans : *Journal des maires et des conseillers municipaux*, n° 5, 05/2018, p. 30-31)

TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION – COMMUNICATION

Articles

Le big data

L'expression "big data" est récemment apparue dans notre langage courant, dans le sillage d'Internet. De quoi s'agit-il ? Comment ces données sont-elles gérées et par qui ? Quels changements économiques, politiques et scientifiques induisent-elles ? Comment permettre aux usagers de maîtriser leurs données personnelles ?

(à lire dans : *Sciences humaines*, n° 305, 07/2018, p. 18-23)

Petit Qwant à l'assaut du géant Google

Depuis 2009, Qwant et son fondateur Eric Léandri défient le leader mondial des moteurs de recherche. Avec le soutien des pouvoirs publics et la certitude d'être dans l'air du temps : chez eux, on ne sera jamais espionné...

(à lire dans : *Obs (l')*, n° 2797, 14/06/2018, p. 43-44)

Inclusion numérique - Priorité à la formation et à la mutualisation des outils

Dans la foulée de la remise du rapport sur l'inclusion numérique remis fin mai, le secrétariat d'Etat au Numérique a lancé une plateforme proposant une boîte à outils "inclusion numérique" à destination des collectivités locales.

(à lire dans : *Localtis.info*, 13/06/2018)

<https://www.caissedesdepotsdesterritoires.fr/cs/ContentServer/?pagename=Territoires/Articles/Articles&cid=1250281236862&nl=1>

La protection des données personnelles. A propos de l'entrée en vigueur du règlement général de protection des données

Le 25 mai 2018 doit marquer le début d'un nouvel âge des droits numériques de chacun. Le règlement général de protection des données, dont la préparation remonte à plusieurs années, doit en effet entrer en vigueur à cette date. Il tire les conséquences de plusieurs décennies de progrès du numérique et vise à assurer, dans un cadre technique inédit à l'échelle de l'histoire de la communication, une protection renforcée des données. Les obligations sont nombreuses, il n'est pas certain que les acteurs concernés soient en mesure de garantir l'ensemble de ces droits dans le délai imparti. Le nouveau droit fondamental de la protection des données personnelles est sans doute un des défis juridiques majeurs des années à venir pour nos sociétés.

(à lire dans : *Petites affiches*, n° 111, 04/06/2018, p. 6-22)

Favoris : booster l'interaction de conférences et réunions

Cet article présente trois murs interactifs : Interactive Wall ; Bewi ; Klaxoon.

Idéaux pour créer de l'interaction entre les intervenants et l'auditoire, ils permettent de donner la parole à tout le monde, quand il le souhaite, et sans que le public n'ait à télécharger la moindre application.

(à lire dans : *Archimag*, n° 315, 06/2018, p. 40)

La RGPD est-il un texte d'influence ?

Face aux différents échos de vols de données personnelles, de revente de données personnelles à l'insu des internautes, le règlement général sur la protection des données (RGPD) est en passe de devenir un texte de référence dont les pays hors de l'Union européenne s'inspirent.

(à lire dans : Archimag, n° 315, 06/2018, p. 38-39)

RGPD : des outils pour anonymiser ou pseudonymiser vos données

Depuis le 25 mai dernier, les entreprises sont tenues d'appliquer les obligations du nouveau Règlement général sur la protection des données. Bonne nouvelle : il existe de nombreuses solutions et prestations dédiées à l'anonymisation et à la pseudonymisation des données.

(à lire dans : Archimag, n° 315, 06/2018, p. 32-34)

"Il faut se mettre à la place du participant"

Présentation du rôle et des missions d'un community manager.

(à lire dans : Archimag, n° 315, 06/2018, p. 7)

Y'a t-il trop de dématérialisation dans les services publics ?

Le Défenseur des droits dénonce les ratés du tout numérique et s'inquiète d'une "rupture dans la continuité des services publics". La critique de la dématérialisation de l'administration s'invite aujourd'hui jusqu'au Sénat.

(à lire dans : Archimag, n° 315, 06/2018, p. 4)

Bienvenu dans l'enfer du social ranking : quand votre vie dépend de la façon dont l'État vous note

Dans "Nosedive", un épisode de la série télévisée dystopique Black Mirror, Lacie Pound, une Emma Bovary 2.0, rêve de pouvoir acquérir un appartement luxueux et de rejoindre les hautes sphères de la jeunesse en vue. Mais pour cela, elle doit être bien "notée" sur les réseaux sociaux. Toute interaction est l'occasion d'évaluer son interlocuteur : a-t-elle été polie avec sa voisine ? Son chef est-il content de son travail ? Les efforts de la jeune femme tournent inévitablement au désastre et l'effondrement de sa note la relègue au rang de paria. En Chine, aujourd'hui, le scénario catastrophe de la série événement britannique est déjà une réalité : par le biais d'applications pour smartphones, l'État, en partenariat avec des entreprises privées, note les citoyens. Et ce classement social a des implications concrètes : pouvoir louer un vélo, obtenir un prêt, accéder à certains services sociaux, s'inscrire sur un site de rencontres... Plongée vertigineuse dans la nouvelle gouvernamentalité numérique.

(à lire dans : Revue du crieur, n° 10, 06/2018, p. 4-21)

Data centers, derrière la façade : le coût réel des données virtuelles

Avec la multiplication des échanges de données sur internet, le besoin d'espaces de stockage numérique s'accroît de façon exponentielle. Les data centers fleurissent donc à travers le monde, notamment aux États-Unis, transformant les paysages et reconfigurant du même coup les capacités énergétiques et la demande d'emplois dans ces territoires, qu'ils soient urbains ou ruraux. L'édification de ces nouvelles infrastructures se fait pourtant, autant que possible, sous le sceau du secret : Google, Facebook, Amazon et consorts jouent la discrétion, interdisant les visites des sites et bannissant l'affichage des logos sur leurs façades. Ces entreprises, en effet, cherchent à échapper aux critiques sur la démesure énergétique et l'impact écologique qu'entraîne leur activité de stockage. Enquête sur la matérialité de l'économie immatérielle.

(à lire dans : Revue du crieur, n° 10, 06/2018, p. 90-114)

Versailles Grand Age, une coopérative innove au service du grand âge

La plateforme Lépine Versailles regroupe sur un même site et dans une coopérative commune un Ehpad, un Ssiad et un accueil de jour. Une première en France qui fait appel au financement solidaire.

(à lire dans : *Gazette sante social (la)*, n° 151, 05/2018, p. 47)

NOUS AVONS RECU

L'aménagement des rythmes scolaires - Outils pratiques et retours d'expérience / BLOT

Nathalie - Territorial éditions, Dossier d'experts, 2018

(Localisation : 433.1-BLO-A)